

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1948

REDICTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,  
Paris-10<sup>e</sup> C.O.P. 5561-76.

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 15 francs

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie  
est la plus haute  
expression de l'ordre »  
(Eliase Reclus.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## La Responsabilité ouvrière

Le marasme dans lequel se trouve la classe ouvrière est dû à des causes diverses : conditions sociales, politiques, morales dans lesquelles nous vivons depuis 1939; passivité à laquelle la guerre et l'occupation ont condamné la population; puis l'espèce d'union sacrée que l'on a faite contre l'occupant, en n'ayant plus, comme pensée fixe et sentiment commun, que la haine du « Boche », faisant disparaître dans les cerveaux et dans les cœurs les sentiments de classe et le sens révolutionnaire; enfin, l'influence des politiciens de « gauche » et des leaders syndicalistes, qui se sont appliqués depuis longtemps à domestiquer les consciences, à endormir les volontés, à remplacer l'élan de l'action par l'obéissance passive à leurs consignes.

Nous savons tout cela, et nous en tenons compte. Mais nous savons aussi que ce n'est pas en continuant sur ce chemin que l'on pourra réagir efficacement contre la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous savons que si la classe ouvrière, si les travailleurs salariés en général ne s'arrachent pas à l'emprise des politiciens et des leaders réformistes, s'ils ne se décident pas à agir, en accord avec ceux qui, payant de leur personne, leur montrent le chemin de l'action directe, nous ne ferons que nous enliser davantage et nous serons mûrs pour toutes les dictatures.

C'est un fait généralement admis que l'agriculture et l'industrie ont augmenté leur production, mais que le peuple ne bénéficie pas de cette augmentation dans les proportions possibles. C'est aussi un fait connu que le développement de cette double production est freiné par le système capitaliste qui, manquant de ressources, financières ou autres, est condamné à l'impuissance. C'est un fait connu que la spéculation est inhérente au régime de la propriété privée, du commerce privé, de l'existence de la bourgeoisie et du capitalisme, de la prééminence des intérêts privés sur l'intérêt général.

Que fait contre cela la classe ouvrière? Elle geint, se plaint, elle proteste à voix basse, mais attend toujours que les responsables de cette situation, les politiciens de tous les partis, les leaders réformistes du syndicalisme, ceux-là mêmes qu'elle critique et méprise, redressent une situation qui ne peut être redressée par les moyens ordinaires.

L'habitude prise de charger les autres de faire ce que nous devons faire nous-mêmes conduit à ces résultats. La démonstration est faite que ce ne sont pas les gouvernements qui peuvent apporter le remède. Nous avons eu de Gaulle au pouvoir, Thorez, Blum, les chrétiens-démocrates, les radicaux. Tous ont entonné l'hymne à la production, mais ont été incapables d'assurer les matières premières et les moyens techniques nécessaires. Il leur a donc fallu demander aux travailleurs un surcroît

(Suite page 2.)

## LA C. G. A. SE DEMASQUE

La Confédération Générale de l'Agriculture et son führer Philippe Lamour, sont actuellement sur la sellette. Un hebdomadaire a tiré sur quatre colonnes : IL FAUT METTRE P. LAMOUR HORS D'ETAT DE NUIRE. La presse quotidienne de toutes nuances n'a pas manqué de souligner le caractère étroitement corporatif de cette organisation qui se veut syndicale et de signaler le flirt de circonstance qui l'a rapprochée dans ces dernières semaines de la C.G.T. communiste.

Que la C.G.T. Force Ouvrière ait à son tour, et d'une manière plus énergique, pris position contre la C.G.A. et son chantage à l'augmentation des prix agricoles, il n'y aurait là rien d'extraordinaire, si cette attaque virulente n'avait été conduite par le leader de la C.G.T. communiste.

Nous avions, il y a plus d'un an, souligné dans ce journal l'action néfaste de la C.G.A., nous en avions dénoncé le caractère de classe bourgeois, mieux même, réactionnaire; nous avions mis en garde nos lecteurs contre ce pré-

tendu syndicat dirigé par des gros propriétaires terriens et ayant à sa tête l'ex-avocat de Bony, l'équivoque Lamour. Ce travail de salubrité publique devait soulever de nombreuses protestations de camarades, d'ailleurs sincères, qui s'évertuèrent à nous démontrer l'excellence de cette organisation, nous vantant son travail de coopération, de défrichage parmi les paysans et petits exploitants agricoles. Ces camarades appartenaient pour la plupart au C.E.T.E.S. aujourd'hui transformé en U.C.E.S. (Union des cercles d'études syndicalistes) minorité qui forme actuellement la gauche de Force Ouvrière et dont Lafond est justement le représentant au bureau confédéral. Ils se vantaient alors couramment d'avoir été la Libération, les créateurs de cette organisation de la paysannerie et d'en conserver le contrôle.

Certes, ce n'est pas la première fois que nous assistons au spectacle d'un père reniant un enfant qui a mal tourné, mais on avouera qu'il est tout de même comique que le bureau confédéral a choisi Lafond pour condamner la C.G.A.

En fait, cette organisation, par son comportement actuel, ajoute aux désillusions nombreuses qu'ont subies les minoritaires de Force Ouvrière depuis l'année dernière et, comme pour le redressement de la C.G.T.-F.O., comme pour la « politique de baisse des prix », il nous serait facile de dire aux camarades syndicalistes révolutionnaires qui militent dans la Centrale réformiste : « Nous vous l'avions bien dit, nous vous avions prévenus ».

Il est maintenant démontré qu'il n'est plus possible de classer la C.G.A. parmi les organismes progressifs; son attitude actuelle est suffisamment éloquent, et son alliance avec la C.G.T. communiste, pour habile qu'elle soit, la situe dans son véritable cadre : une association d'affairistes jouant le jeu de bascule et décidé à tout pour augmenter les profits déjà copieux de la moyenne et de la grosse paysannerie.

Syndicalisme agricole, nous disaient autrefois les amis de Lafond. Allons donc ! Cartel d'intérêts d'une caste qu'il faudra faire disparaître, d'une caste que l'on ne fera disparaître que par les socialisations agricoles.

MONTLUC.

(Suite page 2.)

## L'AUMONE DES 2.500 FR. : Une bouffonnerie cynique

### LA CRISE PERMANENTE

Le blocage des prix et des salaires a été établi à l'origine pour limiter la consommation aux seuls bénéficiaires du système, et pour rationner l'immense majorité. L'intention était d'éviter une hausse rapide, due à la rareté des marchandises et à l'abondance des signes monétaires.

Et nous assistons de ce fait à la plus criante des injustices qui fut acharnement défendue par les communistes et, en particulier, par Croizat, alors associés aux réactionnaires de tous poils.

Nul, en effet, n'ignore que, s'il est extrêmement facile de bloquer les sa-

laires, si tous les commerçants, tous les industriels se font immédiatement les alliés fervents du gouvernement en ce qui concerne cette mesure, le blocage des prix présente des impossibilités quasi-insurmontables. Car, des mêmes commerçants et industriels s'y opposent de toutes leurs forces, et orientent au dirigisme !

Le résultat, nous le connaissons !

La hausse constante des prix depuis juin 1945, hausse souvent autorisée ou provoquée par les dévaluations, a créé une situation économique sans précédent.

Ces mesures qui, à l'origine, devaient maintenir le capitalisme se retournent maintenant contre lui.

L'écart du prix-salaire est tel, que la paralysie qui frappe déjà le commerce menace de s'étendre à la production.

Et du même coup, la fameuse tarte à la crème, « baisse de prix par augmentation de la production », perd jusqu'à son apparence de vérité. La tarte à la crème est définitivement rancie.

Mieux. Les échanges se raréfient. Les faillites augmentent. Des ateliers, des usines ferment. Le lock-out devient plus fréquent. Des ouvriers qualifiés qui sont pourtant en nombre insuffisant, chôment. Les rentrées fiscales s'amenuisent et le déséquilibre budgétaire s'accroît. A ce désastre s'ajoute la hausse des prix mondiaux, et la volonté de maintenir en face et contre toute logique la stupide et immonde armée.

Mais, aucun parti, aucun « syndicat officiel » n'admet la profondeur du désastre. Et Reynaud lui-même à qui on a reproché de noircir le tableau, n'aurait jamais pu, et pour cause, dévoiler ces impossibilités absolues. Il s'est contenté d'une analyse superficielle.

Car il n'y a plus moyen de s'en sortir; toutes les mesures, toutes les manipulations monétaires auxquelles les gouvernements vont se livrer, auront toutes le même résultat : Apaisement provisoire de plus en plus courte durée, suivi d'une chute de plus en plus rapide.

Les 2.500 francs que l'on vient d'octroyer aux travailleurs sont une misérable bouffonnerie qui, non seulement, ne leur apporte aucun soulagement, mais risque encore d'aggraver la situation !

On s'en est si bien rendu compte en « haut lieu » que l'on n'hésite pas à prendre comme « prix-pilote » le prix de viande afin de déterminer d'autres éventuelles augmentations !

Cette « échelle mobile » nouveau genre basée sur le beefsteak en dit long sur le marasme actuel et aussi sur le jésuitisme du gouvernement qui vient



de décider après quelques jours d'une vie factice.

En effet, la viande est le produit le plus cher. Il représente le sommet de la courbe. Logiquement, et c'est ce qui va arriver, les autres produits alimentaires vont chercher à s'aligner sur lui. La ficelle est un peu grosse !

(Suite page 4.)

## Carnaval du monde

### ELECTIONS EN ESPAGNE

F RANCO annonce que des élections municipales auront lieu prochainement en Espagne. Nous ne savons s'il s'agit d'un plébiscite indirect organisé à la suite de son entrevue avec don Juan, le prétendant au trône. Nous ignorons s'il veut se retirer après fortune faite, ou donner une apparence d'adhésion populaire à sa dictature sanglante. C'est à la suite d'élections municipales qu'Alphonse XIII, devant la déroute des partis monarchistes, abdiqua.

Nous pouvons donc prévoir que celles qui sont annoncées seront plus ou moins sincères selon les plans de ce gredin. S'il veut rester, la garde civile et la fiscalité du régime assureront son succès. Et les falsifications se chargeront.

Mais, suivant les bonnes traditions de la diplomatie, chaque impérialisme, le libéral et le « prolétarien », caché son jeu. C'est pour « alier » la Grèce que celui qui a triomphé s'est établi dans le pays.

Et récemment Tsaldaris, le chef du gouvernement d'Athènes, a déclaré qu'il ne pouvait augmenter les traitements des fonctionnaires d'Etat parce que les autorités occupantes s'y sont opposées. Mais auparavant elles avaient accepté. Tsaldaris a donc d'abord annoncé la bonne nouvelle. Puis le pantin obéissant, il l'a aussitôt rectifiée.

On le voit, les troupes américaines n'ont pas été en Grèce seulement pour l'aider, mais pour assurer sa liberté, son indépendance, et prouver comment leur état-major entend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

### LE CONGRES BELICO-PACIFISTE

A Wrocław, en Pologne, vient d'avoir lieu un Congrès d'intellectuels pacifistes. C'est ainsi, du moins, qu'on l'a appelé. Les organisateurs étaient apparentés au parti communiste, c'est-à-dire au régime de Staline. Il ne fallait donc pas être grand clerc pour savoir d'avance qu'il s'agissait d'exploiter la renommée de certains écrivains, savants, artistes, déjà acquis à la cause russe, et la naïveté de ceux qui n'étaient pas acquis pour en faire une arme contre les U.S.A., et mobiliser pour la guerre tout ce qu'on pourrait du monde intellectuel.

Ce Congrès de la paix avait pour but de préparer la prochaine. Aldous Huxley a dit, en revenant, combien il en était désenchanté. Mais aussi, qu'allait-il faire dans cette galère? Comment croire qu'un gouvernement ou les agents d'un gouvernement qui s'est emparé de la moitié de l'Europe et dont la soif d'impérialisme est universellement connue, pouvait organiser un Congrès pacifiste ?

Si les agents de Truman en organisant un à leur tour, nous proposons Aldous Huxley comme président.

### ERRATUM

Un regrettable oubli a faussé le sens de notre manchette de la semaine dernière. L'indice du prix : 25, concernait seulement celui de la viande.

### « Civilisation » française en Indochine



## LE TERRAIN DECISIF

On se souvient sans doute, au moment où l'on cuisinait péniblement notre débile « Constitution », de l'antagonisme qui mit aux prises « l'extrême-gauche », surtout communiste, et la droite, sur la question de la seconde Assemblée. Au milieu de « consultations populaires » qui faisaient plutôt songer aux jeux du cirque, les hommes de la Renaissance Française, pâles imitateurs des Sans-Culottes, prétendirent ressusciter une Convention, assemblée unique : l'Assemblée nationale. Ils voulaient naturellement y trouver leur intérêt : plus les élections étaient simples, plus ils pouvaient bénéficier des effets de leur démagogie sur le peuple.

« L'hydre réactionnaire », toujours perfide, parvint à les obliger à accepter un Conseil de la République. Il est vrai que ses droits étaient minimes : obliger l'Assemblée nationale à procéder à une seconde lecture des lois, ce qui n'apportait qu'un petit retard à l'exécution des desseins véritables de cette même Assemblée. Aussi les conseillers de la République furent-ils ouvertement considérés par leurs collègues comme des pauvres types, et traités comme tels.

Mais la faiblesse du Conseil fit sa force. Son obscurité, sa gratuité — son inutilité — lui permit d'échapper aux séances de catch, de judo et de hurllements savoureux qui marquent en France les lieux où se traitent les décisions d'importance nationale. Car la confusion des intérêts est telle, dans ce pays en ruine, que toute décision prise l'est forcément contre quelque membre de l'Assemblée, contrairement aux pays plus civilisés où elle ne l'est que contre la majorité de la population...

Dès lors, les gens qui ont intérêt à sortir de la crise par les voies authentiques de la France éternelle — je veux dire par le maintien de l'exploitation démocratique-capitaliste — tentèrent de mettre un frein aux zézianes paralysantes de l'Assemblée, en particulier au sa-

botage communiste de la vie parlementaire, en redorant le blason des obscurs conseillers de la République. Reynaud, Marie, sollicitèrent à plusieurs reprises leur opinion en lui donnant un

(Suite page 2.)

## Une histoire de fous

— Mais non, ai-je répondu à mon coiffeur, lecteur assidu de l'Aurore. La liberté du commerce ne résoud rien !

— Et pourquoi ?

— Parce que vous additionnez en fin d'exercice des francs qui ont chacun une valeur différente.

— Comprenez pas !

— Vous allez comprendre. Et c'est absolument comme si vous vouliez additionner des rasoirs, des blaireaux, des tondeuses et des rats de cave !

— De moins en moins !

— Suivez-moi !

— J'essaye !

— Supposez qu'au lieu de francs nous déclarations de vous payer en litres de vin. Par exemple : une coupe de cheveux : un litre de vin. Vous y êtes ?

— J'y suis !

— Supposons encore que l'Etat ait le monopole et du vin et des litres. Au début de l'année il décide que le litre restera toujours le litre mais ne contiendra plus que 90 centilitres. Trois mois après 75 cl., puis 60, puis 30. Comment feriez-vous pour établir vos comptes ?

— Je compterais par centilitres, parbleu !

— Très bien. Et si votre voisin s'obstina à compter par litre, que penseriez-vous de lui ?

— Qu'il est fou à lier.

— Alors, mon cher monsieur, vous l'êtes également et nous le sommes tous !

— ? ? ?

— Car le franc c'est le litre et le vin, c'est l'or. Chaque franc contient une certaine quantité d'or. Mais cette quantité diminue sans arrêt, il s'ensuit que le franc d'il y a six mois avait davantage de valeur que celui d'aujourd'hui ! Il ne peut donc plus être question d'unité monétaire.

— C'est tout de même vrai ! Mais alors, toutes les fluctuations financières ne sont-elles pas...

— Que des histoires de fous élevées à la hauteur de sciences exactes !

— Et tout ce que racontent les journaux...

— Les commentaires de ces « sciences exactes » !

— Mais alors ?

— Mais alors il n'y a qu'à lire régulièrement le Libéraire pour apprendre tout ce que le peuple ne doit pas savoir.

— Parce que si le peuple savait ! Venez, cher monsieur, bien que vous soyez anarchiste et moi petit bourgeois, je tiens à vous offrir l'apéritif ! C'est bien la première fois qu'un journaliste nous apporte la vérité ! Et ça s'arrose !

— N'en faites rien ! Mais prenez les 100 francs que vous voulez dépenser en pure perte en envoyez-les à la souscription du Libéraire !

— Vous aurez ainsi aidé ceux qui luttent pour la vérité, et ménagé un capital irremplaçable : votre santé.



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## UN CRI D'ALARME

D'innombrables « besoins » resteraient inassouvis !

Le gendarme ne saurait plus à quel gouvernement se vouer.

Le député parlerait dans le désert.

Le préfet n'aurait plus qu'à abandonner son bicorne.

Le magistrat serait définitivement à plat-ventre.

Le général n'aurait plus de matériel humain.

Les marchands de canons se feraient inscrire au chômage.

De Gaulle ne serait plus « l'homme providentiel ».

Staline verrait « sa grande famille » l'abandonner.

L'Elysée serait transformé en hôpital.

Auriol ne pourrait même plus trouver un emploi d'avocat.

Thorez retournerait à la mine et Duclos aux petits-fours.

Schuman en serait réduit à se faire moine.

Et les moines réduits à travailler... Il n'y aurait plus de bourse. Plus de banques. Plus de tanks. Plus de gaz asphyxiants...

Les savants atomiques se feraient infirmiers.

Le globe terrestre ne serait plus menacé de disparition.

Ce serait grave. Très grave. Ce serait l'anarchie !

## La Responsabilité ouvrière

de travail qui n'était pas compensé par une possibilité de consommation suffisante.

Aujourd'hui, au lieu d'avoir le courage de prendre leurs responsabilités, de substituer le capitalisme, de se débarrasser de l'Etat qui absorbe une partie croissante de la substance de ce pays appauvri, trop de travailleurs continuent à attendre le Messie qui les tirera de leur misère, ou font d'un cœur léger des heures supplémentaires dont le résultat le plus certain est d'augmenter le chômage qui sévit déjà dans certaines industries.

Un proverbe dit qu'on a le gouvernement que l'on mérite. On a aussi le régime que l'on mérite, le sort que l'on mérite, quand on ne se révolte pas, quand on ne cherche des solutions nouvelles. Et la solution ne peut être que la prise des usines et l'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes, grâce à leurs Conseils d'entreprise et à leurs Syndicats débarrassés des mauvais bergers, l'établissement du contact direct avec les producteurs des champs, grâce aux coopératives et autres moyens d'échange et de distribution dont ouvriers et paysans seront les maîtres, la socialisation dans la liberté.

Où crever, en se plaignant toujours.

## F. A. Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X<sup>e</sup>

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

2<sup>e</sup> REGION

Paris 10<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>. — Les sympathisants du « Libéraire » désirent prendre contact avec le groupe et se faire inscrire ou s'adresser à : M. PIERRE, 145, Quai de Valmy.

Argenteuil. — Réunion du groupe exclusivement réservée aux militants le samedi 11 septembre, à 20 h. 45, salle de la « Petite Humaine », 42, rue de Paradis, Argenteuil.

Courbevoie. — Réunion du groupe le 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis du mois, 38, rue de Metz, à Courbevoie. Réunions ouvertes aux sympathisants.

Houilles. — Réunion du groupe samedi 11 septembre, à 21 heures, Café du Commerce, Place Miché, invitation cordiale à tous les sympathisants de la région.

Montreuil-Bagnol. — Les camarades sont priés d'être présents à la réunion générale qui aura lieu le mercredi 15 septembre, à 20 h. 30, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil. Invitation cordiale aux sympathisants.

Groupe de Vincennes. — Réunion vendredi 20 h. 45, devant le 87, rue Debraigne.

Groupe de l'Est. — Réunion jeudi, 41, rue Pétiola, Café, à 20 h. 30. Présence de tous indispensable. Ordre du jour : Organisation de tous les travaux du 4<sup>e</sup> trimestre.

3<sup>e</sup> REGION

Metz. — Permanence, tous les samedis, de 19 h. à 20 h., et les dimanches, de 9 h. à 12 h., à la Petite Taverne, 38, rue de la Chevêche.

4<sup>e</sup> REGION

Saint-Etienne. — Groupe Libéraire 54, Bastien-Faure : Réunion, chaque jeudi, à 20 h. 30, 5, rue de la Barre, Local Habité.

Lyon. — Lib. examen : Permanence, chaque samedi, de 16 à 19 h., au siège, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bône, Dordénavant.

## LE L'AMISME A L'ANARCHIE

Toute morale qui s'impose sous forme de lois, préjugés, coutumes ou mythe religieux, est amoral. Un homme agouillé se dépouille forcément de la qualité essentielle, base de toute morale, de toute élévation : la dignité.

Nous ne reconnaissons qu'une morale : celle qui jaillit spontanément du cœur humain, celle qui est rigoureusement subjective.

Vouloir imposer par la force, par la terreur, ou par l'importation quelle contrainte dissimulée sous l'allure des normes éducatrices, c'est inférer que l'homme est d'essence mauvaise et justifier l'autorité étatique et religieuse. Par voie de conséquence c'est limiter toujours plus étroitement la liberté, c'est élever l'asservissement à la hauteur d'une institution et assurer la pérennité des artificielles hiérarchies sociales.

La bourgeoisie a repris à son compte les lois religieuses, les a développées à un tel point qu'elles sont passées dans les mœurs. Toute notre civilisation est profondément marquée de ces viciés préceptes.

Celui qui se proclame athée, anticlérical, respecte par exemple la morale sexuelle. Comme si une vertu quelconque pouvait s'assimiler à un acte purement biologique ! Il s'insurgera contre l'union libre, le mépris du drapeau, des pouvoirs établis, etc.

Il reste asservi à des mythes, à des entités. Les désirs, les volontés humaines d'épanouissement sont ainsi continuellement brimés, dénoncés. Ils se cachent alors, s'habillent, se travestissent, se masquent, pour réajuster plus loin complètement déformés et ne sont plus que vices et perversions.

Le maintien d'une telle conception morale s'explique par

## Chez les autres...

## CHEZ LES DURS

Dans LE POPULAIRE du 3 septembre, Pierre Commin nous démontre que la S.F.I.O. ne pouvait participer au Gouvernement Schuman parce que :

« Le président du Conseil ne semble pas saisir, pour le moment, l'importance capitale que nous attachons à donner satisfaction aux revendications légitimes du monde du travail ».

Et de conclure :

« Ainsi, par la non-participation, nous aurons donné une fois de plus la preuve de notre attachement à la justice sociale, sans laquelle on ne maintiendra ni la paix intérieure, ni la paix extérieure ».

« Satisfait aux travailleurs, paix intérieure, paix extérieure, voilà comme ils sont à la S.F.I.O. ! »

Et comme M. Schuman n'est pas d'accord, ces durs de durs ne participent pas. Ah ! mais !

« Justice sociale, paix intérieure, paix extérieure », voilà de quoi ils veulent !

« Les précédents gouvernements à participation socialiste : blocages des salaires et hausse des prix, pour assurer la justice sociale ; répression des révoltes d'Afrique du Nord et des grèves en France, pour assurer la paix intérieure ; guerre en Indochine, pour affirmer la paix extérieure ».

Des durs, on vous le dit.

## DEGAULLASSERIE (suite)

Au lendemain de la Libération, le peuple avait des armes. Certains départements n'obéissaient pas à de Gaulle.

Sauvages de misère et de belles promesses, les prolos voulaient une vie meilleure et ils l'avaient qu'une confiance relative dans le gouvernement.

Depuis bien longtemps, en France, l'occasion n'avait été si belle de tenter d'instaurer un régime vraiment prolétarien. Voilà, à ce sujet, ce qu'écrivit LE RASSEMBLEMENT (R.P.F.) :

« La sécurité de l'Etat se trouvait compromise. Le Conseil des ministres, le 28 octobre, décida la dissolution des groupes armés. Cependant, les communistes, non seulement répliquèrent par de violentes protestations de leurs orateurs, mais ils mobilisèrent le G.N.R., qui se rendit chez le général de Gaulle, le dimanche 29 octobre, pour lui demander le maintien des « garnes patriotiques » et l'amnistie de Maurice Thorez ».

Donc, pour de Gaulle...

« ... Il fallait choisir entre de grands inconvénients ».

Alors...

« Au « Journal officiel » du 29 octobre parut une ordonnance : Maurice Thorez était, non pas amnistié, mais gracié ».

Car...

« Il fallait donner à tous une chance de se réhabiliter en réintégrant la communauté nationale ».

Il ne restait plus au « fils du peuple », pour acheter de se réhabiliter, qu'à remercier « le patron » et à exécuter ses promesses : payer sa grâce en commettant, pensez-y, camarades communistes, une des plus sales trahisons de l'histoire du prolétariat.

Ce qu'il fit, Maurice Thorez prenant la parole, dès son retour, se prononça en faveur de la dissolution des milices patriotiques, dans un discours à Ivry.

Usant de toute son influence, de toute son autorité, Thorez, à l'aide des cadres du P.C.F., déterminait les ouvriers à d'un peuple en armes un vaste troupeau de moutons sans défense.

« Le pire se trouvait évité ».

Mais, même les moutons se montrent indisciplinés parfois. Aussi, Thorez est nommé vice-président du Conseil, et...

« Le général de Gaulle demeura au pouvoir, la France ne connut ni grèves, ni troubles sociaux ».

« Cela valait bien la grâce d'un homme ».

Paris valait bien une messe. Une telle solennité valait bien une messe.

P.S. — Il y a à quel temps, le type intégrait dans mon article une citation du « Canard Enchaîné », qui, de ce fait, semblait être de mon cru.

La semaine dernière, le même type a porté au crédit de la « Bataille Socialiste » deux phrases qui m'appartenaient.

Ca se compense, mais ne pensez-vous pas que quelqu'un devrait corriger le correcteur... du « Lib » ?

R. CAVAN.

## PETITE CORRESPONDANCE

J. Altadell, 21, rue Bon-Air, à Biarritz (Basses-Pyrénées) est prié de faire réclamation à la poste, son courrier nous revenant avec la mention inconnu. Nous avons reçu la lettre et répondu. Notre réponse nous a été retournée.

Camarade étudiant cherche pension non muni, cher camarade, à défaut, chambre meublée à Paris. André Degenève, 10, rue E.-Eudes, Alfortville.

En formation. En formation. En formation. Pour la constitution d'un groupe, écrire ou voir le camarade Brahimi Koulidj, rue Belle-Vue, à Tlemcen.

Alger (Plateau Solier). — En formation. Alger (Bel-Cour). — En formation.

Alger (Bel-Cour). — En formation. Pour la constitution d'un groupe, écrire ou voir le camarade Brahimi Koulidj, rue Belle-Vue, à Tlemcen.

Si la bourgeoisie et l'Eglise s'élèvent avec violence contre la mixité des A.J., c'est qu'elles y voient une première atteinte aux codes, aux lois et à leurs crapuleux intérêts.

C'est le danger de l'union libre, de l'amour libre et nu et vivant, de cet amour qui s'élève des puantes études de notaires, des cadres familiaux rigides et vicieux, c'est de ce véritable amour qu'elles ont peur, comme elles ont peur de tout ce qui est vérité.

Nous, ajistes, nous disons que tout ce qui est nu est moral et que tout ce qui est habillé et fardé est amoral.

D'ailleurs la mixité n'estelle pas un fait social ? Et, si l'on admet que les jeunes gens des deux sexes travaillent ensemble, on ne voit pas pourquoi ils ne pourraient s'amuser sainement ensemble ?

Nous connaissons l'hypocrisie des mainteneurs de préjugés... ! S'amuser ! Que se cache-t-il sous ce vocable ? Et de se voiler la face ! Eh bien ! si dans un élan d'amour un couple d'ajistes s'unit dans la nature, loin des curés, des ranciers, et des « honorables » messieurs, ils auront rendu au geste magnifique et fécond toute sa grandeur et toute sa pureté.

## AU FIL DES JOURS

LE JAPON DEMOCRATIQUE NOUVELLE QUELCONQUE

A l'occasion du troisième anniversaire de la capitulation du Japon, Mac Arthur a déclaré : « Le Japon possède maintenant les armes morales qui lui

permettront de repousser les attaques du totalitarisme ».

Parmi ces « armes morales », citons l'interdiction du droit de grève... Le grève étant comme chacun sait la plus vivante image du fascisme...

UN « RESISTANT »

Le Dr Schacht, condamné à huit ans de travaux forcés, a été acquitté en appel... avec les félicitations du jury pour son esprit de « résistance ».

Jules Dupont, Français moyen et membre de la Légion des A. C. de Pétain, a été condamné à 10 ans de travaux forcés...

COMMUNIQUE DE LA REGION PARISIENNE MILITANTS

La situation actuelle exige un effort immédiat et sérieux.

Afin d'harmoniser les programmes et de coordonner l'action dans la rue, la Commission de propagande des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements de Paris propose de tenir une assemblée générale des militants de la 2<sup>e</sup> région, le samedi 11 septembre, à 15 heures, Palais de la Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage).

Nous attirons l'attention des camarades sur l'importance de la date de cette réunion : les résolutions adoptées pourront ainsi être soumises à l'issue de la séance au Conseil inter régional qui se tiendra à la même date.

Cette réunion est également destinée à marquer un début d'activité intense et coordonnée, plus que jamais nécessaire.

Nous espérons que tous les militants qui se sentent responsables et désireux d'agir répondront à cette invitation.

La présence du bureau de la 2<sup>e</sup> région serait particulièrement utile.

## BENES EST MOURANT

En première page dans les journaux du monde entier.

En 6<sup>e</sup> page et en deux lignes : vingt mille Hindous sont morts de faim, du choléra et d'autre chose.

Aucune importance...

NOUVELLE BOULEVERSAUTE

Il se confirme de plus en plus que Staline tient les cordons du poêle aux funérailles de Jdanov.

## LE TERRAIN DÉCISIF

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

caractère de détermination légale. L'Assemblée dut accepter les amendements du Conseil sous le chantage présidentiel à la démission.

Mais ne nous hâtons pas d'admirer cette activité anticonstitutionnelle comme un juste hommage rendu à la sérénité des représentants de la nation. Le Parlement n'est pas un livre de morale, hélas, et ne décerne pas de prix de vertu.

En fait, on sait que le mode d'élection au Conseil de la République donne une large place du vote pour les députés des cantons. On connaît aussi la bagarre épicure, dont nous avons parlé, concernant les élections ou les non-élections cantonales avant les élections du Conseil proprement dit.

Or, les brillants mathématiciens qui hantent les couloirs du Luxembourg et du Palais Bourbon sont arrivés aux résultats suivants : les radicaux et leurs amis disposent d'environ 150 sièges, les gaullistes de 50 ; de même les socialistes et les M.R.P. Quant aux communistes, on en comptera 25. Ceci dans le cas où il n'y aurait pas eu auparavant d'élections cantonales.

Dans le cas où les élections auraient eu lieu, on constaterait une forte avance des radicaux et des gaullistes, un effondrement des socialistes.

Dans les deux cas, on comprend pourquoi Marie et Reynaud avaient tout intérêt à créer un précédent de viol de la Constitution en réintroduisant le Conseil dans la vie politique réelle. Il s'agit, au fond, pour les radicaux et apparentés, de se créer leur petite assemblée à eux, aussi forte que possible. Si tous les partis en faisaient autant, ça irait beaucoup mieux.

Le plus amusant de l'histoire, c'est que ce petit Conseil qui n'avait l'air de rien peut devenir le maître de la scène politique. Nous avons eu l'occasion d'exposer ici comment l'article 20 de la Constitution permettait au Conseil d'obliger l'Assemblée à se trouver une majorité absolue pour adopter un texte, si le Conseil a lui-même réuni une majorité absolue sur le texte en question. Or, la malheureuse Assemblée est bien

incapable de se trouver une majorité absolue ! Dès lors, toute vie politique est paralysée.

Si donc De Gaulle arrivait (cas des élections cantonales ?) à avoir une majorité absolue au Sénat, il peut ainsi facilement provoquer la crise et la dissolution. Mais, par contre, si les radicaux arrivent, par des alliances, à posséder la majorité en question (cas des non-élections cantonales ?), ils sont en mesure d'obliger par la menace, l'Assemblée à concéder des pouvoirs de plus en plus étendus au Conseil de la République — c'est-à-dire aux radicaux : « Ou bien on provoque la crise, et c'est De Gaulle ; ou bien tu nous fais des concessions... ».

Ainsi, les « ex-pauvres types » du Conseil seraient devenus le centre de gravité du régime. Il y aurait là le moyen d'imposer le « serrement de ceinture » du lampiste que socialistes et M.R.P. avaient été contraints de refuser dans le début cabinet. N'oublions pas que les radicaux sont les traditionnels serviteurs de la finance française.

Car, comme toujours, Messieurs du Parlement se bagarrent entre eux pour faire payer les autres.

MICHEL.

## Service de Librairie

## ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS

A. Koestler : Croisade sans croix, 100 fr. ; Le feu de la Terre, 20 fr. ; Un Testament espagnol, 180 fr. ; La Tour d'Ezra, 270 fr. ; A. Sargent : Je suis le mauvais garçon, 110 fr. ; Giro Alegria : La Symphonie perdue, 200 fr. ; W. Ruzant : Vent d'orage, 300 fr. ; J. Blanc : Confusion des peines, 255 fr. ; Joyeux, fais son tourbi, 255 fr. ; Le Temps des Hommes, 300 fr. ; Victor Alba : L'innomé espagnole, 150 fr. ; J. Humbert : Sous la Caigoule, 50 fr. ; R. Bonnet : A l'école de la Vie, 100 fr. ; L'ennemi : Fleur de Poésie, 120 fr. ; Han Ryter : Face au Public, 200 fr. ; R. Wagner : La Téléologie, 150 fr. ; M. Alberty : Les Coupables, 250 fr. ; Devaldes : Des cris sous la meule, 40 fr.

## BIOGRAPHIE — SOUVENIRS

Loroulet : E. Reclus, 30 fr. ; Kaminski : Bakounine, 120 fr. ; Hém Day, Francoisco Ferrer, 30 fr. ; F. Planche : Louise Michel, 150 fr. ; sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 180 fr. ; L. Lecoin : De prison en prison (2), 100 fr. ; J. Humbert : Eugène Humbert, 30 fr. ; Sa vie, 350 fr. ; J. de Valles : L'Enfant, 85 fr. ; Le bachelier, 85 fr. ; L'insurgé, 85 fr. ; Gabriel Giroud : Paul Robin, 180 fr. ; Jeanne Humbert : Gabriel Giroud, 50 fr. ; E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. ; S. Faure : Sacco et Vanzetti, 5 fr.

## CHANSONS — POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 125 fr. ; Traductions de A. Robin : Poèmes Hongrois d'Ady, 30 fr. ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr. ; Les gampons de Le Petit campion (lexique de bons mots), 100 fr. ; G. Olivan : (en espagnol), Le Romanero de la Libertad, 75 fr.

## RELIGION, CLERICALISME

V. Hugo : Ils vendent Jésus-Christ, 30 fr. ; Le Christ au Vatican, 12 fr. ; Han Ryter : Les cruautés de l'Eglise, 50 fr. ; Les laideurs de la religion, 25 fr. ; L'Eglise devant ses juges, 125 fr. ; De Spéhl : La création, 50 fr. ; Lourdes et la Suggestion, 20 fr. ; F. Turmel : La Bible expliquée, 75 fr. ; Le Saut de Turin, 40 fr. ; Les Religions, 75 fr. ; P.-F. Proudhon : Le Christ, 10 fr. ; L'Eglise, 10 fr. ; Dru, 10 fr. ; L. Fraterre : Les Progrès du christianisme, 15 fr. ; Sottises et

## BAGNE d'enfants

A la suite des derniers incidents de la colonie de Belle-Isle, la presse locale se fait l'écho d'une « certaine effervescence » qui se serait manifestée avec bagarres entre pupilles et gardiens.

Aussi, annonce-t-on l'arrivée dans la vieille Ile armoricaine de 40 C.R.S.

Les pupilles se plaignent de subir des punitions collectives ? Il leur déplaît d'être asservis par d'honorables citoyens ? En a-t-on assez à l'adolescence et à l'opinion publique le motif de leurs révoltes ? Force doit rester à la loi et au règlement !

« La Liberté du Morbihan » semble reprocher aux méthodes « de redressement » de l'institution de n'être pas assez énergiques ; « aux pupilles : de prendre l'absence de barreaux pour de la faiblesse ! Décidément, l'esprit adjudantescque sévit partout, même dans la presse.

Quant à la population belle-iloise, nous comprenons son émotion, mais encore une fois, qu'elle exige donc la suppression de la colonie et de toutes les institutions de prétendu redressement, et de toutes les prisons, et qu'elle comprenne que seule une société sans classes et sans maîtres pourra lutter efficacement contre la criminalité, en en supprimant les causes.

En attendant, nous lui souhaitons d'être promptement débarrassée de ses quarante nouveaux touristes à mitraillettes et mousquetons.

Ces jours-ci, deux pupilles se sont évadés et ont été arrêtés avant d'avoir pu quitter l'Ile. Entre temps, ils avaient commis quelques cambriolages et blessé un vieillard. Et, bien entendu, comme chaque fois qu'un incident analogue se reproduit, les bons citoyens qui lisent ces faits divers n'ont pas manqué de faire remarquer que « ces jeunes voyous ont le crime dans le sang ; à peine échappés, ils ne pensent qu'à faire le mal ».

Mais voyons, braves gens, réfléchissez un peu. Je ne parle pas spécialement du dernier cas, j'ignore ce que sont ces deux jeunes « criminels ». Ce sont peut-être des « dégénérés pervers » ou bien peut-être sont-ils profondément pervers par le milieu social qui les a formés, qu'on leur a imposé dès leur enfance. Mais si ces explications peuvent parfois être valables, n'y a-t-il pas bien souvent d'autres motifs bien plus simples à une telle conduite ?

N'est-ce pas un réflexe normal chez celui qui est enfermé que de vouloir s'évader ? Bien sûr, nos évadés ne se contentent pas de « choisir la liberté » ; souvent, comme cette fois-ci, ils violent et se livrent à d'autres méfaits. Pourquoi ?

Envisageons un instant la situation du jeune évadé : il a échappé à la surveillance des gardiens, mais il est encore prisonnier dans une Ile à une bonne distance des côtes : pas question de prendre le bateau régulier : les gardiens ou les surveillants sont là ; impossible de traverser la nage. Un seul moyen de quitter l'Ile : voler un canot, ce qui n'est pas toujours facile et pendant que le temps court, les gardiens et la population civile le traquent.

Il faut vivre, il faut manger. Et ce n'est tout : si notre évadé réussit à atteindre « le continent », il lui faudra, s'il ne veut être immédiatement cueilli, se procurer un costume moins repaillé que l'uniforme de la colonie.

Il n'a pas d'argent, et sans papiers, peut difficilement trouver du travail.

(Récemment, un évadé qui avait tenté de s'enfuir dans un grand cirque de passage a été immédiatement dénoncé et arrêté.)

Il est en fait littéralement acculé par les circonstances, et même par les lois et règlements, au vol, et souvent à l'importation quel vol, dans n'importe quelles conditions.

On devrait plutôt s'étonner que parfois des évadés réussissent à gagner le large sans voler ni piller !

Mais à qui la faute ? C'est la question que devraient se poser, en particulier les habitants de Belle-Isle ; au lieu de s'en prendre à de malheureux « pupilles » (après le dernier incident, quatre cultivateurs ont été envoyés en prison, un pupille isolé se précipitant sur lui pour lui faire un mauvais parti : celui-ci ne dut son salut qu'à l'arrivée en renforts d'autres jeunes « pupilles » qui travaillaient non loin de lui), ne feraient-ils pas mieux d'exiger la suppression de la colonie pénitentiaire ? En attendant, ne pourraient-ils s'abstenir de jouer les chiens de garde.

(Suite page 3.)

## M. L. A. J.

Le Rassemblement de la Région Ile-de-France du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse s'est tenu à Surresnes les 4 et 5 septembre 1948.

Près de 200 ajistes participèrent aux travaux de diverses commissions.

A l'ordre du jour de ce rassemblement, figuraient d'importantes questions comme celle de la Politique Jeunesse, du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse et du Plein Air et les rapports de la commission d'étude régionale.

Rappelons que cette semaine se déroule à l'Auberge de Rosendael près de Dunerque la grande semaine nationale d'étude du M.L.A.J.

Espérons que de ces travaux sortiront des solutions propres à régler le problème des Auberges laïques en France.

Pour les frais d'expédition, joindre 12 francs par livre et 4 francs par brochure, plus 10 francs par envoi recommandé.

Pour les Pays autres que la







